

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article6898>

Revue de presse juridique territoriale

- Actualité -



Publication date: mardi 28 février 2017

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous

droits réservés

Association / Comptabilité publique / Contentieux et procédure / Contrats et marchés publics / Droit civil / Fonction publique territoriale / Pouvoirs de police / Protection des données personnelles / Responsabilité civile / Responsabilité et assurance des constructeurs / Responsabilité pénale / Transports, voirie et sécurité routière / Urbanisme

Association

– Association : s'il est un mot juridique dont la nature civile claque comme un étendard, c'est bien le mot association !
Jacques Mestre

Revue Lamy Droit Civil, n°145, février 2017, pages 45 à 46.

– Economie sociale et solidaire – bonnes pratiques : suivez le guide ! **Emmanuel Verny**

Jurisassociations, n°553, 15 février 2017, pages 16 à 33.

Comptabilité publique

– Responsabilité financière des gestionnaires publics : l'occasion gâchée, Conseil Constitutionnel, 2 décembre 2016, n°2016-599 **Pierre Mouzet**

AJDA, n°2, 23 janvier 2017, pages 130 à 135.

Contrats et marchés publics

– Comment la jurisprudence « Haute Normandie » bouleverse la gestion des réclamations. Un titulaire ne peut tenir la personne publique responsable de facto des fautes commises par les autres intervenants au chantier. La doctrine s'affine **Jacques Fournier de Laurière**

Le Moniteur, 27 janvier 2017, pages 90 à 92.

– Les armes contentieuses des tiers pour paralyser un contrat précisées. La possibilité de recours admise par le Conseil d'Etat devrait toutefois avoir des effets limités **Nohmana Khalid**

Le Moniteur, 3 février 2017, pages 82 à 83.

– Exclusion des marchés publics : il n'est pas interdit d'interdire... **Eric Pourcel**

Contrats et Marchés Publics, revue LexisNexis, janvier 2017, pages 5 à 15.

– Marchés publics : nouvelles facultés de modifier et de résilier le contrat (seconde partie) **Eric Pourcel**

La Tribune de l'assurance, 7 février 2017, pages 1 à 6.

– Loi Sapin II : une nouvelle période d'instabilité juridique de la commande publique **Eric Lanzarone**

La Lettre du Cadre Territorial, février 2017, pages 56 à 58.

– Comment résilier un marché public ? **Clément Capdebos**

Les Cahiers Juridiques de la Gazette, n°198, février 2017, pages 30 à 31.

– Le maître d'ouvrage délégué engage-t-il sa responsabilité quasi délictuelle envers l'entrepreneur en cas de faute dans l'exécution du mandat qui le lie au maître d'ouvrage principal ?, CE, 26 septembre 2016, n°390515 **Gilles Pellissier**

Bulletin Juridique des Contrats Publics, n°110, pages 25 à 31.

– Quelle est la conséquence de l'illégalité d'une clause de tacite reconduction ?, CE, 17 octobre 2016, n°398131 **Gilles Pellissier**

Bulletin Juridique des Contrats Publics, n°110, pages 25 à 31.

– Premières mises à jour de l'ordonnance Marchés publics : quoi de neuf ? **Vanessa Lebon**

La Revue des Marchés publics, n°162, février 2017, pages 5 à 6.

– Quel est le juge compétent pour réparer les atteintes, par les personnes publiques, aux droits de l'architecte sur son œuvre ?, TC, 5 septembre 2016, n°C4069 **Thierry Dal Farra**

Bulletin Juridique des Contrats Publics, n°110, pages 48 à 52.

– Transaction avec un cocontractant : le risque de libéralité, CE, 9 décembre 2016, n°391840 **Patrick Martin Genier**

La Revue des Marchés Publics, n°162, février 2017, page 7.

– La réforme du Code civil et les contrats publics : vers la consécration d'un droit commun des contrats ? **Caroline Gilles**

Contrats et Marchés Publics, LexisNexis, pages 5 à 10.

Contentieux et procédure

– Loi du 18 novembre 2016 : une modernisation limitée de la justice administrative **Hélène Pauliat**

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°5, 6 février 2017, pages 29 à 34.

– Mode d'emploi du contentieux indemnitaire à usage des communes **Gonzague Laumet**

La Gazette, 13 février 2017, pages 56 à 58.

– Quel est le juge compétent pour connaître d'une action en responsabilité pour des dommages résultant de travaux réalisés dans le cadre d'une convention d'aménagement ?, CE, 9 décembre 2016, n°395228 **Gilles Pelissier**

Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°11/16, pages 782 à 787.

– Les collectivités, nouvelles cibles potentielles de l'action de groupe **Jean Christophe Lubac**

Le Courrier des maires, n°309, février 2017, pages 40 à 42.

Fonction publique territoriale

– La commission de déontologie à l'aube d'une nouvelle ère **Marie Christine de Montecler**

AJDA, n°2, 23 janvier 2017, pages 130 à 135.

– Quelles sont les limitations qui peuvent être apportées au droit de grève des agents publics employés dans les équipements sportifs municipaux, TA Paris, 6 octobre 2016, n°1505878/2-3 **Jimmy Robbe**

Bulletin Juridique des Collectivités Locales, n°11/16, pages 770 à 776.

– Quand la justice réaffirme la nécessaire attitude de neutralité des agents publics **Emmanuel Legrand**

La Lettre du cadre Territorial, février 2017, pages 48 à 50.

Pouvoirs de police

– Le maire, haute autorité locale en matière de salubrité publique **Véronique Faure Tronche**

Le Courrier des Maires, n°309, février 2017, pages 44 à 45.

– Le maire et la police des baignades **Patrick Mozol**

Journal des Communes, n°2196, janvier février 2017, pages 54 à 55.

– Les pouvoirs de police du maire sur les chemins ruraux **Fabienne Nedey**

Maires de France, février 2017, pages 62 à 63.

Protection des données personnelles

– Données personnelles et collectivités – Les obligations déclaratives des traitements de données à caractère personnel des collectivités territoriales – L’environnement « Informatique et libertés » des collectivités territoriales, une source de contentieux – Les collectivités locales à l’épreuve de la protection des données personnelles de leurs agents – Données personnelles numériques et collectivités territoriales : quelles procédures ? Quelles sanctions encourues ? **Sylvain Bonenfant**

Actualité Juridique Collectivités Territoriales, janvier 2017, pages 7 à 28.

Responsabilité civile

– La distinction obligation de résultat – obligation de moyens : le saut dans le vide ? **Denis Mazeaud**

Recueil Dalloz, 26 janvier 2017, n°4, pages 198 à 203.

– La faute dans l’avant-projet de réforme de la responsabilité civile **Julien Lagoutte**

Responsabilité Civile et Assurances, LexisNexis, février 2017, pages 5 à 11.

– Responsabilité des parents pour le fait de leur enfant : quid du rôle passif du second et de la faute des premiers **Marjorie Brusorio Aillaud**

Petites Affiches, n°30, 10 février 2017, pages 9 à 11.

– « Il n’existe pas, à l’heure actuelle, de régime adapté pour gérer les dommages causés par des robots » **Arnaud Touati**

Revue Lamy Droit Civil, n°145, février 2017, pages 39 à 41.

Responsabilité et assurance des constructeurs

– Lorsque la déchéance devient exclusion... elle peut avoir sa légalité remise en cause ..., Cass. 3civ., 24 novembre 2016, n°15-26090 **Pascal Dessuet**

Revue Général du Droit des Assurances, n°1, janvier 2017, pages 48 à 52.

– Prise en compte du risque amiante dans les sinistres de fréquence **Yves Legoux**

L'Expert, n°105, 1er trimestre 2017, pages 21 à 24.

– La mise en œuvre de la garantie de bon fonctionnement **Arnaud Paturat**

La Gazette, 20 février 2017, pages 52 à 53.

– Point de départ du délai de prescription de l'action en garantie exercée par un constructeur contre un autre, CAA Bordeaux, 1er décembre 2016, n°14BX01051 **Guillaume Llorens**

Contrats et Marchés Publics, LexisNexis, février 2017, pages 37 à 40.

Responsabilité pénale

– Provocation à la haine envers les Roms et peine d'inéligibilité, Cass. 1Crim., 1er février 2017, n°15-84511 **Sabrina Lavric**

Dalloz Actualité, 15 février 2017, pages 1 à 9.

– La diffamation entre élus, tolérée par le juge ? **Philippe Bluteau**

Le Courrier des Maires, n°309, février 2017, bulletin municipal, fiche n°3, page 25.

– L'élus local et le recel de prise illégale d'intérêts, Cass. Crim., 12 novembre 2015, n°14-83073 **Rodolphe Mésa**

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°6, 13 février 2017, pages 28 à 31.

Transports, voirie et sécurité routière

– Remontées mécaniques : un nouveau système de gestion de la sécurité...

La Quinzaine Juridique, n°564, 13 février 2017, pages 24 à 26.

– Les usagers qui chutent de leur hauteur sur la voie publique. Etat des lieux de la jurisprudence administrative
Ahmed Slimani

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°6, 13 février 2017, pages 28 à 31.

– Dossier spécial : voiture connectée et voiture autonome **Thibault Verbiest**

Revue Lamy Droit Immatériel, n°133, janvier 2017, pages 50 à 61.

Urbanisme

– Précisions sur les procédures d'adaptation des PLU **Xavier Couton**

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°4, 30 janvier 2017, pages 39 à 40.

– Transférer la compétence urbanisme **Gilles Dupont**

Journal des Maires, février 2017, pages 20 à 22.

– Constructions irrégulières : conditions d'application de la prescription, CE, 3 février 2017, n°373898 **Marie Christine de Montecler**

Dalloz Actualité, 10 février 2017, pages 1 à 6.

– La fraude du tiers corrompt tout autant que celle du pétitionnaire, CAA Lyon, 27 décembre 2016, n°15LY00787

Patrice Cornille

Construction Urbanisme, LexisNexis, février 2017, pages 18 à 19.

– Pas de construction nouvelle sous la loi Montagne en dehors des PAU sauf justification rigoureuse de l'intérêt communal, CAA Lyon, 3 janvier 2017, n°15LY00966 **Patrice Cornille**

Construction Urbanisme, LexisNexis, février 2017, page 15.

– Le nouveau règlement national d'urbanisme **Vincent Le Grand**

Construction Urbanisme, LexisNexis, février 2017, pages 9 à 14.

– Précisions sur les modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux **Patrice Battistini**

Petites Affiches, n°26, 6 février 2017, page 7.

– La constructibilité en zone agricole littorale **Thomas Gilliocq**

La Semaine Juridique, Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°6, 13 février 2017, pages 32 à 41.

– Un PLU « danthonysé » mais partiellement censuré au regard de la loi « Montagne », CAA Marseille, 13 juillet 2016, n°14MA03504 **Frédéric Balaguer**

La Semaine Juridique Edition Administrations et Collectivités Territoriales, n°7, 20 février 2017, pages 36 à 40.

– La délivrance d'un permis rend elle toujours sans objet le recours formé contre le refus initialement opposé par l'administration à la demande de l'intéressé ?, CE, 26 septembre 2016, n°385627 **Gilles Pellissier**

Bulletin de Jurisprudence du droit de l'urbanisme, 1/2017, pages 54 à 58.

– Quand une servitude d'urbanisme entraîne-t-elle la responsabilité sans faute de la puissance publique ?, CE, 29 juin 2016, n°375020 **Romain Victor**

Bulletin de Jurisprudence du droit de l'urbanisme, 1/2017, pages 41 à 53.

– A quelle condition un conseiller municipal peut-il participer à l'élaboration d'un document local d'urbanisme auquel il est intéressé ?, CE, 12 octobre 2016, n°388232 **Rémi Decout Paolini**

Bulletin de Jurisprudence du droit de l'urbanisme, 1/2017, pages 18 à 25.

– Le plan local d'urbanisme peut-il faire l'objet d'annulation partielle à répétition ? Le plan local d'urbanisme doit-il réitérer les dispositions issues de la loi Littoral ?, CE, 12 octobre 2016, n°387308 **Rémi Decout Paolini**

Bulletin de Jurisprudence du droit de l'urbanisme, 1/2017, pages 7 à 17.

– Un projet = un permis ? Pas si simple ! Des constructions distinctes peuvent faire l'objet d'un permis unique, mais sous certaines conditions **Julie Mendès Béteille**

Le Moniteur, 24 février 2016, pages 70 à 71.

